

3EME RENCONTRE DE LA COHORTE
2019 AVANT-GARDE @CIRANO



Thème : Environnement et changements
climatiques

20 Mars 2019

TABLES DES MATIERES

<u>2</u>	<u>INTERVENTIONS DES CONFERENCIERS INVITES</u>	<u>3</u>
	FRANÇOIS REEVES	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	PIERRE-OLIVIER PINEAU	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	NORMAND MOUSSEAU	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>4</u>	<u>ÉCHANGES AVEC LES AVANT-GARDISTES</u>	<u>5</u>
<u>7</u>	<u>JEUX ENTRE PARTICIPANTS</u>	<u>8</u>
	JEU N°1	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
	JEU N°2	ERREUR ! SIGNET NON DEFINI.
<u>8</u>	<u>CONCLUSION DES PANELISTES</u>	<u>9</u>

INTERVENTIONS DES CONFERENCIERS INVITES



Alain Webster
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE



Jean Patrick Toussaint
FÉDÉRATION CANADIENNE DES MUNICIPALITÉS
(FCM)



Mario Tremblay
FONDS DE SOLIDARITÉ FTQ

La séance a été dirigée par Jean Patrick Toussaint, membre du Comité Exécutif.

MARIO TREMBLAY

Mario Tremblay est vice-président aux affaires publiques et corporatives du Fonds de Solidarité (FTQ). Le FTQ est une société dont le but est de connecter l'épargne privée aux entreprises. Elle redistribue l'épargne des citoyens dans des fonds privés ou à des entreprises, dont 90% sont des PME. Le FTQ s'inscrit dans un marché circulaire de roulements en capitaux qui permet la stabilité des investissements (pour plus d'informations : <https://www.fondsftq.com/>, n dépliant se trouvait également dans la salle).

« Ce que j'aimerais que vous reteniez de ma présence, ce sont ces trois mots : transition énergétique juste. »

Afin de réduire les impacts environnementaux actuels ainsi que de garder le côté social des activités, il faut effectuer une transition énergétique juste. Pour arriver à celle-ci, le FTQ a établi quatre objectifs :

- Réduire l'empreinte carbone des investissements : il faut que les investisseurs désinvestissent de façon responsable ;
- Accompagner les entreprises dans la transition juste ;
- Investir dans une économie faible en carbone ;
- Agir en leader de la transition énergétique juste.

Alain Webster est professeur titulaire à l'Université de Sherbrooke dans le département d'économique de l'École de gestion.

Actuellement, le changement climatique est plus rapide que nous (ONU, 2018). Le GIEC a notamment publié récemment une étude de la situation actuelle en mettant le doigt sur des transitions «rapides et de grande envergure» (GIEC, 2018) dans les grands secteurs de l'économie, comme le transport et l'énergie. Beaucoup d'États investissent massivement dans la transition vers cette nouvelle économie.

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) sont en forte croissance à l'international. Parmi les pays signataires de la Convention Cadre des émissions, le Canada est 40^{ème} /45 des plus gros émetteurs de GES. Le Canada a pourtant pris quatre engagements envers cette réduction (Rio, Kyoto, Copenhague et Paris). Ces engagements n'ont permis au Canada que de repousser leur cible d'émission et surtout, de s'en éloigner. La question qui se pose alors est : comment atteindre ces enjeux-ci afin de réduire l'impact sur les citoyens ? Le gouvernement fédéral et les partis politiques discutent actuellement d'une démarche de tarification qui reposerait sur la neutralité fiscale dans le but d'un retour direct aux particuliers.

La tarification carbone est un système de fiscalisation afin que les externalités négatives issues des activités des entreprises soient prises en charge financièrement par les pollueurs eux-mêmes. Elles permettent également à l'État d'engranger des recettes afin d'investir dans la transition écologique. Dans les pays de l'OCDE, c'est à peine 10% du CO₂ qui est tarifé à un niveau compatible à la réduction cible de 2°C prévue.

À titre d'exemples, la Colombie Britannique a mis en place un système de taxe sur le carbone fiscalement neutre, l'Alberta un système de redevance et de tarification fondé sur le rendement et les autres provinces sont chacune en train d'implanter un système de redevance sur les combustibles fossiles et de tarification fondé sur le rendement. Quant au Québec, le gouvernement a mis en place un marché du carbone. La différence avec la tarification carbone est que le marché ajoute à celle-ci un plafonnement total des émissions (pour plus d'informations, SPEDE : <http://www.environnement.gouv.qc.ca/changements/carbone/documents-spede/en-bref.pdf>). Ce système est lié à la Californie, ce qui fait de lui le seul mécanisme d'échange international. Cette tarification inclue une large part d'allocation gratuite pour l'industrie alors que le plafonnement réglementaire couvre près de 85% des émissions. Aussi, les revenus issus de ce marché du SPEDE sont versé à un fonds dédié au développement durable au Québec, le Fonds Vert. Un des facteurs de réussite de ce projet la cohésion des quatre derniers gouvernements provinciaux qui a permis d'agir plus efficacement.

Cependant, la tarification carbone n'est pas une fin en soi et il en faudra plus arriver aux objectifs fixés par les différents accords. Il faut notamment une politique incluant l'investissement dans les structures à faible émission de GES.

ÉCHANGES AVEC LES AVANT-GARDISTES

Au terme des interventions des conférenciers, plus questions ont émergé et ont permis d'entretenir des échanges entre avant-gardistes et conférenciers.

Question n°1

Le Canada est un joueur minime dans la transition écologique, comment le Québec peut-il l'influencer à changer ? Quelle est la force d'influence du Québec dans le monde ?

Réponse des panelistes

Le Québec a tenté d'avoir des partenaires mais en vain (l'Ontario s'est retirée). La force du Québec est qu'il y ait un consensus politique faisant l'unanimité, ce qui lui permet une cohésion dans la globalité. Le but du Québec est de faire en sorte que la transition soit positive, c'est-à-dire que dans quelques années, nous pourrions continuer d'exporter dans les pays les plus émetteurs comme la Chine. L'économie du 21^{ème} siècle ne se construira pas sur l'économie des pays émergents et l'économie du Québec peut montrer comment atténuer les réticences de plusieurs régions si elle réussit sa transition. Le Québec peut apprendre aux autres que c'est faisable.

La force du Québec par rapport aux autres régions et au reste du monde est son dialogue social. Nous ne nous en rendons pas forcément compte mais nous avons la chance de pouvoir discuter avec les pouvoirs politiques. Le Québec n'est pas plus avancé qu'ailleurs en transition écologique mais il l'est dans le dialogue social. Toutefois, le débat sur les stratégies face au changement climatique est inquiétant. Si nous n'arrivons pas à mettre en place une tarification carbone dans les autres provinces, il y aura un consensus social. À l'échelle canadienne, il pourrait y avoir des impacts de cohésion en fonction des choix politiques des différentes provinces.

Question n°2

Ce terreau fertile que nous avons au Québec est-il facilement exportable dans d'autres provinces/pays ? Ce contexte social dont on parle ? Jusqu'à quel point sommes-nous capables de pousser ce modèle qui fonctionne ?

Réponse des panelistes

Beaucoup changent de discours depuis l'élection de Trump : si tous les joueurs ne se réunissent pas pour discuter et implémenter des solutions, la transition écologique n'aura pas lieu. C'est le seul moyen d'y arriver, et c'était le thème central de la COP24. Cela permettra aux travailleurs, aux enfants de se sentir concernés, de prendre part au débat. Le FTQ essaie de mettre à la table tous les syndicats en leur proposant d'énumérer leur forces, faiblesses, menaces et opportunités et de les aider à les surmonter.

C'est un problème passionnant. Dans le cas des pluies acides, des permis échangeables ont été mis en place aux USA mais qu'est-il advenu des travailleurs du charbon qui n'ont plus eu d'emploi ? Les dirigeants ne sont pas intervenus, d'où l'échec de cette solution. Il faut penser à intégrer tout le monde pour que ça fonctionne. Nous devons intégrer les enjeux sociaux dans le débat.

Question n°3

Pour passer d'une économie de carbone intensive à une plus neutre, il faut changer d'énergie, etc, sauf qu'il y a moins d'emplois dans ces nouvelles entreprises. Comment gérer ce problème social pour que les deux économies fonctionnent ?

Réponse des panelistes

Ultimement, il va se créer énormément d'emplois, voire plus qu'avant. La transition technologique va être beaucoup plus compliquée que la transition écologique au niveau des travailleurs. Comment va-t-on transiter dans nos échanges afin de « garder » ces travailleurs ?

Il faut investir dans le secteur de l'efficacité énergétique car la meilleure façon de réduire nos dépenses en énergie c'est de réduire nos usages. Ce secteur permettra de créer des emplois. Le Québec cherche actuellement des financements dans ce domaine, c'est l'enjeu prioritaire.

Question n°4

Comment est-ce que l'on pourrait arriver à un niveau de dépolitisation semblable qu'au Québec au Canada ?

Réponse des panelistes

Il y a 4/5 partis politiques qui sont pour donc c'est pratiquement faisable. Brown (en Ontario) voulait se retirer des permis échangeables pour taxer alors que ça n'avait aucun sens. En Alberta, c'est très similaire au Québec : ils veulent investir massivement dans l'efficacité énergétique et réduire drastiquement leurs émissions de GES sauf qu'ils ont eu un problème de rassemblement et le projet est au point mort. Il y a une volonté d'effectuer la transition énergétique et il n'y a pas d'incompatibilité entre le conservatisme et les politiques environnementales, notamment des politiques environnementales correctement menées (sensibilisation des citoyens, montrer l'importance publique). Cependant, il ne faut pas que le débat soit uniquement politique comme actuellement.

Question n°5

Certains disent qu'il faut arrêter le pétrolement d'un coup car nous n'avons plus le temps d'effectuer une transition. Est-ce possible ?

Réponse des panelistes

Il y a trente ans, je ne savais pas ce qu'était le changement climatique, et c'est compliqué car les enjeux sont sur du long terme et pas forcément à proximité de nous. Actuellement, nous essayons d'expliquer ces enjeux. Mais certains choisissent des scénarii catastrophiques, ce qui est embêtant car les populations décrochent au vu de l'ampleur de la tâche. Il faut un entre-deux pour que ça fonctionne. Le maître mot est la faisabilité : voitures électriques, éolien, etc. Tout arrive. Aujourd'hui, il est possible de produire de l'énergie solaire à moindre coût que celle thermique. Nous ne retournons pas à la société des cavernes, toutes les solutions proposées sont faisables. Il faut toutefois un discours plus mobilisateur qui implique la dimension sociale. Par exemple, les États pourraient investir dans des grandes entreprises contre des avantages sociaux. Il faut des décisions politiques.

Question n°6

Le modèle de concertation québécois est intéressant. Tout le monde disait « ça nous permet de tout régler » avant mais plus maintenant. Les dynamiques demandent des solutions politiques et leur corolaire est l'exercice du droit de vote. Comment faire pour réactiver ce modèle de concertation ?

Réponse des panelistes

Il y a un problème de blocage actuellement. Une fois que nous allons donner la sécurité que cette transition arrive, tout le monde sera optimiste. Il n'y a pas d'autre solution. Si on réussit à convaincre tout le monde autour de la table, il y a peut-être quelque chose à faire. C'aurait dû être mis en place plus tôt. Il a fallu l'arrivée au pouvoir d'un extrémiste comme Trump pour s'en rendre compte : ne pas s'occuper des gens met en jeu la démocratie.

Question n°7

Au Québec, un des enjeux majeurs est le transport. Comment le marché du carbone pourrait réduire ses émissions ? Comment s'assurer que ça va fonctionner ?

Réponse des panelistes

Un des programmes financés actuellement le projet « Sauvé » aux Iles de la Madeleine qui veut établir une flotte de véhicules électriques à l'intention de la municipalité dans la journée et des

citoyens le soir. C'est une solution d'économie du partage et donner ce type de solution là permet d'aller de l'avant.

JEUX ENTRE PARTICIPANTS

Règle du jeu : Répondre en groupe à ces questions : « Par rapport à ce que l'on a entendu, cette transition nécessaire (énergétique et écologique juste), voyez-vous des freins au sein même de vos organisations respectives ? Et que faudrait-il changer ? »

Résultats :

- Freins : Polarisation des débats (à tous les étages : débats politiques mais aussi au sein des organisations, même du côté des gens qui veulent changer les choses), Perte de contrôle face au fait de devoir parler avec les autres, bureaucratie, l'iniquité (réticence à changer car iniquité), gestion du changement, perte de droits acquis (ie montée du nationalisme), le développement durable/la responsabilité sociale sont souvent absents des plans stratégiques de développement, manque d'expertise (il faudrait créer des équipes pluridisciplinaires), poids du travail mais aussi financier face à la mise en place de norme/certification (poids de la vertu qui ne devrait pas être le cas), virage à une énergie propre plus vu comme contrainte car besoin de restructuration des équipes etc, le coût à l'avant-garde, manque d'exemples de réussite de transition, participation citoyenne, avoir une bonne connaissance en économie/finance pour effectuer des choix judicieux.
- Que faut-il changer ? Il faut sortir le débat de l'espace politique pour l'emmener dans des espaces sociaux (débat sur ONG qui sont polarisées ou non, quelqu'un avec du pouvoir/de l'influence peut faire cette démarche), la volonté VS passer à l'action (manque de planification en amont, il faudrait améliorer ça pour passer à l'action), former les employés et les sensibiliser, leadership par l'exemple (face aux parties prenantes avec qui on travaille et mettre en œuvre des projets même petits qui peuvent avoir une grande portée), travailler d'avantage avec des équipes multidisciplinaires, prendre des initiatives courageuses, faire plus de place à la culture, l'innovation etc, changer la littérature environnementale.
- À approfondir : l'inclusion sociale (donner accès à tout le monde), cibler le bon message (qu'est-ce qui fait bouger les différents publics cibles afin de ne pas arriver au frein), fierté de faire partie d'une entreprise/mouvement qui prône le social et l'environnement.

Qui a le plus gros poids ? Quelles sont nos priorités ? Il faut s'axer sur la transition énergétique (Cf. 2^e rencontre). On aborde le problème comme monsieur et madame tout le monde alors qu'il faut cibler les secteurs clés.

CONCLUSION DES PANELISTES

Le développement durable ne concerne pas que l'environnement, c'est un équilibre entre les 3 piliers (social, environnement, économie). Il n'existe pas d'équilibre parfait mais il faut y penser dans nos prises de décisions. Le deuxième message est de s'intéresser à notre épargne car « Épargner c'est aussi voter » (Laure Waridel). Il faut s'y intéresser car c'est un moyen de pouvoir pour les citoyens. C'est important qu'ils soient impliqués.

Le changement climatique est un sujet trop fondamental et trop important pour ne pas y passer du temps. Comment se démarquer ? Comment être plus spécifique ? Des fois, nous oublions ce principe simple de la collaboration. Peut-être que les organisations agissant dans le même secteur ont des choses à se dire. Comment faire pour partager l'information et que nous soyons plus « efficaces » ? C'est la collaboration, au-delà des libres marchés et de la concurrence. Il y a là des stratégies qui sont fondamentales. Un appel à la concertation sur une base sectorielle afin que nous soyons plus performants.